Conférence des Présidents des RUP,

Session partenariale,

Cayenne, Vendredi 27 Octobre 2017 (7 minutes)

Madame la Commissaire européenne à la politique régionale,

Madame la Ministre des Outre-mer,

Madame la Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes représentant l'Etat portugais,

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux affaires européennes représentant l'Etat espagnol,

Messieurs les présidents de régions, chers collègues,

Monsieur le secrétaire régional pour les relations extérieures du Gouvernement régional des Açores,

Messieurs les députés européens,

Monsieur le Vice-président de la Banque Européenne d'Investissement,

Mesdames, Messieurs les représentants des Etats membres,

Mesdames, Messieurs les membres du comité de suivi,

Mesdames, Messieurs,

Je suis fier et ému d'être parmi vous, huit mois après mon élection à la présidence de Saint-Martin et surtout sept semaines après le passage dévastateur de l'ouragan Irma sur notre région, le plus puissant de l'histoire des Caraïbes, laissant derrière une catastrophe sans précédent, une île ravagée et une population en danger.

Ainsi, au nom des Saint-martinois, je profite de cette tribune pour adresser mes plus sincères remerciements à mes homologues élus, d'Outre-mer et de l'Hexagone, au Gouvernement français et à l'Union européenne pour leurs témoignages de soutien et d'affection en ces moments difficiles.

Car la situation de Saint-Martin, la plus petite des Régions Ultrapériphériques, demeure critique.

C'est dans un contexte déjà dégradé, avec un PIB/habitant inférieur à la moitié du niveau communautaire et un taux de chômage supérieur à 33 %, que le cyclone IRMA a dévasté l'île, détruisant la majorité des infrastructures publiques. Près de 95 % des habitations sont impactées ; près des 2/3 des quelque logements sont désormais inhabitables. La quasi-totalité des travailleurs du secteur privé, et notamment du secteur touristique, va se retrouver *de facto*, sans ressources, sans emplois pour une longue période...

De surcroît, Saint-Martin s'est vidée d'une partie de ses forces vives. Près de 8 000 personnes sur 36 000 auraient quitté l'île. A l'échelle nationale, cette hémorragie représenterait un exode de plus de 12 millions de Français. Soit la région Ile de France, comme rayée de la carte...Ou presque trois fois la population cumulée des neuf RUP!

Le coût total des dommages et de la reconstruction à l'identique, pour les seules compétences relevant de la COM, s'élève à 2,22 Mds. €, soit 370 % du PIB de l'île. Mais le montant total des besoins de reconstruction est, pour sa part, bien supérieur à 3,54 Mds. €.

Enfin, l'île est encore, dans une certaine mesure « coupée du monde » : il n'y a plus de vols directs vers l'Hexagone, pour une période indéterminée : des escales via la Guadeloupe voire la Martinique s'avèrent nécessaires, à l'instar de la situation des années 1970 ; les vols sont moins fréquents, et les tarifs s'inscrivent en très forte hausse...

Mais nous sommes déterminés, volontaristes et résilients, et la Collectivité entend bien assumer pleinement ses responsabilités pour la reconstruction de l'île.

Cette volonté se traduira par la mise en œuvre prochaine d'un *Plan Phenix pour la Renaissance de Saint-Martin* qui s'articulera autour de quatre volets : la Reconstruction, la Relance économique, la Réussite de nos jeunes et l'Accompagnement des Saint-martinois.

A plus moyen-long terme, pour reconstruire Saint-Martin, il faudra « marcher sur ses deux jambes » : utiliser optimalement les crédits publics et, *en même temps*, attirer efficacement les investisseurs privés.

• <u>D'une part</u>, l'engagement de l'Etat et de l'Union va s'avérer, dans les prochaines semaines, indispensable, voire vital.

Pour nous, à Saint-Martin, la solidarité nationale et la solidarité européenne ne sont pas des « gros mots », et doivent prévaloir.

A ce stade, nous poursuivons les études pour chiffrer les besoins en investissements publics (en eau-assainissement, notamment, mais aussi en termes d'infrastructures portuaires), sachant que dans les

circonstances présentes, aucun effort de reconstruction ne sera opérant et viable sans un retour pérenne de la sécurité des biens et des personnes, et le Premier ministre Edouard PHILIPPE m'a rassuré sur ce point.

De nombreuses pistes existent au niveau national, et l'annonce, par le Gouvernement il y a quelques semaines, d'un Grand Plan d'Investissement incluant un effort inédit en matière de formation a généré ici de forts espoirs.

S'agissant des soutiens européens, au-delà du dossier « IRMA » qui sera présentée par la France au titre du Fonds de Solidarité de l'Union européenne (FSUE) et de l'intervention des Fonds Européens Structurels d'Investissements (FESI) disponibles à ce jour, la renaissance de Saint-Martin nécessitera, au-delà des redéploiements, dans les quatre prochaines années, des moyens supplémentaires.

Y compris, je tiens à le souligner, en termes de projets régionaux, grâce notamment à une meilleure articulation entre le FED et le FEDER pour financer des projets concrets, je pense ici à la gare maritime desservant Anguilla et Saint-Barthélemy.

Par ailleurs, comme l'ont rappelé le Mémorandum de Mars dernier et le 7ème Rapport de la cohésion publié début Octobre et la Communication de la Commission publiée ce lundi, la vulnérabilité des RUP face aux risques naturels et au changement climatique (cyclones, risques d'inondations, risques sismiques, etc.) constitue un enjeu de survie pour nos régions.

Il faut dès lors renforcer les dispositifs d'aides de l'UE face à ces défis climatiques. Et en particulier prendre en compte les propositions du Mémorandum sur le FSUE, afin de permettre notamment, suite à une évaluation du dispositif, le financement de la remise en fonctionnement immédiate des infrastructures mais aussi leur reconstruction à long terme.

C'est particulièrement le cas à Saint-Martin en ce qui concerne l'Etablissement portuaire et les réseaux d'eau potable et d'assainissement, où les besoins se chiffrent en dizaines de millions d'euros.

Au-delà de l'urgence, nous voulons aussi, avec votre soutien, reconstruire plus vite, *mais aussi mieux*, en valorisant notre nombreuse jeunesse et en promouvant l'innovation : Saint-Martin, avec les outils dédiés, a ainsi vocation à devenir une terre d'excellence, en développant par exemple la R&D en matière de bâti tropical et de matériaux anti-sismiques et anti-cycloniques.

Notre île, résiliente, devrait ainsi devenir un modèle en matière d'adaptation au changement climatique.

Dans cette visée, le soutien de l'Europe, à travers les FESI mais également certains programmes «horizontaux» encore insuffisamment utilisés Outre-mer (je pense ici à Horizon 2020, à ERASMUS +) sera également déterminant.

• <u>D'autre part</u>, le soutien public, essentiel, ne saurait se concevoir qu'en tant que catalyseur d'une économie prospère, tirée par l'essor du secteur privé.

Car, pour nous, à Saint-Martin, l'économie de la reconstruction ne saurait, à terme, déboucher sur une économie administrée...

Au contraire, le secteur concurrentiel a vocation à prendre le relais : cela implique le retour du goût du risque, de l'envie d'entreprendre...

Pour y parvenir, il faut une nouvelle approche, *business friendly* comme on dit chez moi : il faut faire confiance aux investisseurs, tout particulièrement dans le secteur vital de l'hôtellerie-restauration.

Et dans cette optique, *adapter*, *et simplifier*, la réglementation existante. L'article 349 du Traité le permet. Utilisons-le à bon escient!

Et il faudra également promouvoir les partenariats public / privé.

En effet, nous avons de grandes ambitions pour le renouveau de Saint-Martin, et je pense ici à la rénovation du front de mer à Marigot, un projet qui me tiens à cœur de plusieurs centaines de millions d'euros!

De nombreux investisseurs sont d'ores et déjà intéressés et misent sur la renaissance de l'île. Les garanties apportées par la BEI dans le cadre du « Plan Juncker » seraient tout à fait adaptées à ce projet ambitieux, et j'ai bon espoir, comme le laisse entendre la toute récente Communication de la Commission, que nous bénéficierons d'initiatives spécifiques et de soutiens en ingénierie pour monter le dossier et aboutir à une issue favorable.

Je terminerai enfin par trois points.

1- Les réflexions sur les programmes de cohésion post 2020 se poursuivent.

Ces réflexions, je ne vous le cache pas, soulèvent de nombreuses inquiétudes : va-t'on remettre en cause les fonds structurels, supprimer les subventions et les remplacer exclusivement par des « instruments financiers » parfois inadaptés à l'impératif de développement de nos RUP ?

Nous souhaitons, à l'inverse, un maintien de la politique de cohésion pour nos régions, dotée de subventions d'un montant suffisant et garantissant les acquis jusqu'alors obtenus (cofinancement maximal, allocation spécifique...). En un mot, une

politique de cohésion qui prenne en compte les besoins des RUP, sans oublier celles qui accusent des retards en infrastructures de base, je pense ici à Mayotte et à la Guyane, et bien entendu à Saint-Martin, surtout depuis Irma. Je souhaiterais que Mme la Commissaire CRETU, ici présente, puisse nous rassurer sur ce point...

2- Les RUP doivent, enfin, être mieux connues pour être mieux reconnues. Pour cela, l'amélioration de l'outil statistique est importante, voire vitale. A Saint-Martin, nous demandons cette amélioration avec constance : elle nous permettra de disposer en propre de PO en cohérence avec notre statut d'autonomie, géré au plus près des attentes de la population, et hébergeant des crédits financiers à la hauteur des besoins de la reconstruction du territoire...

Voilà, Mmes. et Mrs. les Ministres, M. les Présidents de région, en quelques mots, les attentes de nos concitoyens de Saint-Martin, mélange d'optimisme, d'espérances mais aussi d'inquiétudes de ne plus être, compte tenu des fluctuations de l'attention médiatique, considérés comme une priorité de la Nation et de l'Union européenne...

<u>Je vous invite</u>, à l'instar du Président de la République arrivé dès le 12 Septembre et je tiens encore à l'en remercier au nom de Saint-Martin et des Saint-Martinois, <u>à venir constater</u>, <u>sur place</u>, <u>les progrès accomplis... et l'ampleur de la tâche restant à accomplir !.</u>

Je sais, d'ores et déjà que M. le Premier ministre nous fera l'honneur d'une visite officielle, le 6 Novembre, je l'en remercie. Le 7 Novembre, nous recevrons également une délégation de la Commission pour une réunion technique...

Je serai heureux de poursuivre, avec eux, à cette occasion et à l'issue, le dialogue républicain, cordial et vigilant que j'ai approfondi, voici un peu plus de sept semaines dans les circonstances que nous savons, avec un cap clair : défendre les intérêts de nos concitoyens pour que Saint-Martin revive, se relève et se développe dans la concorde et la prospérité...Il nous faut à la fois assumer le passé, faire face au présent et construire l'avenir. Depuis mon élection, en Mars dernier, et plus encore aujourd'hui, je suis prêt à relever ces défis !

Et enfin, ayant eu l'honneur de prendre la présidence de la Conférence des Présidents des RUP, à la suite des Canaries, en 2018-2019, je vous donne tous rendez-vous en Octobre 2019, à Saint-Martin, afin de mesurer et apprécier les progrès réalisés, tous ensemble!

Je vous remercie.